

Naissance d'Un1té.MI FO : la fédé en route vers les élections de 2026

CONGRÈS DE FÉDÉRATION Publié dimanche 13 avril 2025 par [Valérie Forgeront](#), [L'inFO militante](#)



Au revoir la FSMI force ouvrière, bonjour Un1té.MI FO... Le passage s'est opéré le 12 mars à La Teste en Gironde. Le congrès statutaire de la fédération de syndicats FO du ministère de l'Intérieur qui se tenait les 11 et 12 mars a validé à l'unanimité ce changement majeur dans la vie de la fédé. Exprimant fermement ses revendications, Un1té.MI FO s'engage ainsi déjà dans la préparation des élections de 2026 dans la Fonction publique.

La FSMI Force ouvrière devient Un1té.MI FO... Le congrès statutaire de la fédération de syndicats FO du ministère de l'Intérieur qui se tenait les 11 et 12 mars à La Teste en Gironde a voté à l'unanimité cette modification qui ne se limite pas à une nouvelle identité visuelle mais marque une volonté confortée d'un travail dans l'unité afin de préparer au mieux les prochaines élections de 2026 dans la fonction publique. Ce changement est donc majeur dans la vie de la fédération composée du syndicat Unité (les policiers FO), du syndicat FO des préfectures et des services, du syndicat FO centrale (personnels de l'administration centrale du ministère), du syndicat FO SIC (personnels des services des systèmes d'information et de communication), de FO gendarmerie (personnels civils) et du syndicat FO des ouvriers d'État du ministère (FO-OE-MI).

Près de 200 militants – dont des représentants des syndicats d'Un1té.MI FO mais aussi des secrétaires généraux de fédérations, ainsi Pascaline Kerhoas pour FO-Finances et Christian Grolier pour la FGF-FO et l'union interfédérale FO Fonction publique, participaient à ce congrès rempli d'émotion. Ils ont reçu aussi la visite du secrétaire général de la confédération, Frédéric Souillot, de la secrétaire confédérale Patricia Drevon et de Michèle Biaggi, ancienne secrétaire confédérale – « *qui a particulièrement contribué à la création de la fédération* » soulignait le secrétaire

général de FO. Emotion avec un changement d'équipe avec le départ – après neuf années à la tête de la fédération – de son secrétaire général Yves Lefebvre (issu du secteur de la police) et du trésorier général, Daniel Fortain. Le rapport d'activité ainsi que le rapport de trésorerie de l'équipe sortante ont été votés à l'unanimité.

Objectif : 2026



Grégory Joron, secrétaire général d'Un1té (syndicat FO de la police) a été élu, à l'unanimité, à la tête de la fédération dont il était le secrétaire général adjoint. Une fédé FO qui est une « *mosaïque de compétences, de métiers* » soulignait-il et qui est « *dans la même détermination* » pour se développer, renforcer encore son audience et faire aboutir ses revendications.

Mais pourquoi alors changer le nom de la fédération ? « *Il s'agit d'amener de la modernité, de renforcer notre unité entre tous les personnels, mais surtout, l'objectif est de faire mieux aux prochaines élections professionnelles de 2026 dans la Fonction publique, collectivement et pour chacun des syndicats. Cela permettra ainsi aussi d'obtenir le plus de moyens syndicaux possibles pour pouvoir militer* ». Grégory Joron a évoqué ainsi la volonté de la fédération de faciliter les votes dans les différentes instances, qu'il n'y ait aucune déperdition de voix.

Améliorer la visibilité de la fédération, faciliter l'impact de sa communication, « *afficher encore plus les couleurs FO et marquer les esprits* » est d'autant plus important insistait le nouveau secrétaire général qu'un « *serrage de vis pourrait s'opérer du côté de la gestion des moyens syndicaux* » de la police. Au moment où s'est tenu le congrès, un rapport de la Cour des comptes sur le thème du dialogue social dans la police était attendu. Grégory Joron exprimait sa crainte d'un rapport « *au vitriol* ». Ce rapport a été publié depuis (le 26 mars) et effectivement, il ne fait pas dans la dentelle.

Menace sur les moyens syndicaux

La Cour constate que « *Les syndicats ont une place importante au sein de la police nationale : l'adhésion à un syndicat concerne 70 à 80 % des personnels* » ou encore que « *la participation des personnels, aux dernières élections professionnelles, est massive (83 % contre 44 % pour l'ensemble de la fonction publique d'État)* ». Elle note, et en fait une conséquence, que « *les syndicats de police jouent un rôle actif dans la gestion sociale de la police nationale comme dans les débats sur les questions*

de sécurité, notamment dans l'espace médiatique ». Mais... Les magistrats de la rue Cambon se font sévères. « Le coût des moyens alloués aux organisations syndicales est évalué par la Cour à 54 M€ au titre de l'année 2022. Il est composé pour l'essentiel des crédits de temps accordés aux organisations syndicales, auxquels s'ajoutent des subventions. Ce coût apparaît particulièrement élevé lorsqu'il est rapporté au nombre de fonctionnaires de la police nationale (147 904 agents). Il s'établit ainsi à 367 € par agent et par an, soit plus du double de la moyenne constatée dans l'ensemble de la fonction publique (154 € par agent et par an). De manière plus globale, les moyens syndicaux sont utilisés selon un dispositif complexe et insuffisamment contrôlé ; outre le régime irrégulier d'octroi des décharges syndicales en vigueur à la Préfecture de police de Paris, déjà relevé par la Cour en 2019, le suivi du crédit de temps syndical et des autorisations spéciales d'absence souffre de l'absence d'outils adaptés. Enfin, le versement des subventions annuelles allouées par le ministère aux organisations syndicales, d'un montant d'environ 1,4 M€ par an doit désormais être réalisé dans un cadre régulier et faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux. »

Si Unité est un des syndicats les plus « carrés » quant à l'utilisation de ses moyens syndicaux, « ce que reconnaît d'ailleurs l'administration », soulignait Grégory Joron, il n'empêche que l'inquiétude d'un tour de vis sur ces moyens existe actuellement. D'autant dans un contexte de dépenses publiques mises à la diète.

« Remettre Un1té.MI FO à la bonne place, la première ! »



Entrer dès à présent dans la préparation des élections de 2026 et pour cela « marcher du même pas afin de reprendre le leadership » est donc particulièrement important, indiquait le secrétaire général d'Un1té.MI FO. « Il faut continuer le travail, communiquer, se projeter très vite aussi sur l'obtention d'une audience ministérielle fédérale, ce que l'on n'a pratiquement jamais fait, Ce type de rendez-vous mériterait d'ailleurs d'être régulier. Nous essayerons de mettre cela en place avec le ministère ».

Il faut « que vous appreniez à vous connaître » lançait de son côté au cours du congrès et aux six syndicats de la fédé, le secrétaire général sortant Yves Lefebvre qui reste par ailleurs président national de l'ANAS, l'association nationale d'action sociale des personnels de la police nationale et du ministère de l'Intérieur. Il rappelait lui aussi l'importance de porter en 2026 la fédération – qui se définit comme « force de propositions et force d'opposition » – à la première place syndicale au ministère (qui compte 300 000 agents).

Des propos relayés par Grégory Joron. « *Il faut aligner toutes nos compétences et remettre Un1té.MI FO à la bonne place, la première !* » Le secrétaire général de la Confédération, Frédéric Souillot, rappelait de son côté : « *on y travaille depuis 1998 à cette unité* ». Le secrétaire général de FO Fonction publique, Christian Grolier indiquait quant à lui : « *vous faites partie des bastions électoraux. On compte sur vous !* » FO est la première organisation dans le versant de l'État.

D'ores et déjà, indiquait Yves Lefebvre, « *on peut être fier de notre bilan en termes de progression électorale* ». Après 31,99% des voix aux élections de 2014 pour les syndicats FO du ministère de l'Intérieur, en 2018, c'était en quelque sorte « la remontada », rappelait-il, avec près de 35% des voix. En 2022, « *il y a eu une déperdition, d'environ 5 000 voix, entre le CSA réseau police nationale et le CSA (comité social d'administration) ministériel. D'où l'importance du changement de nom de la fédé que nous venons de valider à l'unanimité car en 2022 il y a eu un problème d'identification* » vis-à-vis du nom de la fédération rappelait Yves Lefebvre déplorant par ailleurs l'effet qu'a eu l'alliance, large et pour le moins de nature étrange, de syndicats policiers qui alors faisait face à FO. Ce qui a conduit, malgré de bons résultats, plus de 35% des voix, à ne pas conserver la première place au ministère. La retrouver est l'objectif qui galvanise tous les militants de la fédération FO, déterminés à faire aboutir les revendications. Et parmi eux, ceux relevant du secteur de la police, Yves Lefebvre en tête, se plaisent notamment à rappeler des acquis obtenus grâce à FO, et non à d'autres. « *C'est FO qui est allé chercher le Beauvau de la sécurité !* », lequel entre autres a permis une amélioration salariale, « *entre 130 et 180 euros de plus par mois pour les agents* ».

PSC : l'implication active de la fédé

Si le congrès était principalement organisé autour de modifications statutaires, un point d'information a été fait aux militants par Alain Pissard sur l'état d'avancement du

L'inFO militante

L'article que vous êtes en train de lire est tiré de la revue « L'inFO militante », le bimensuel de la confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

[Consulter les articles](#)

dossier de la protection sociale complémentaire (PSC). Le volet Santé, dont le calage a pris du retard, sera en place au 1^{er} novembre 2025. « *70% de ce que l'on avait proposé a été retenu. On avait choisi de présenter des options couvrant les risques, avec des spécificités* » notamment pour les agents en service actif. Et soulignait Alain Pissard « *on tient à ce que l'État apporte des garanties au plus haut niveau de sécurité sur la protection des données, car dans le ministère, les personnels sont à protéger, entre autres ceux avec habilitation (ceux détenant des informations secrètes, Ndlr)* ».

Concernant la prévoyance, qui devrait être mise en œuvre au 1^{er} janvier 2026, le dossier n'est pas encore finalisé. Pour la fédération, le scénario envisagé induit une prévoyance (facultative) « très chère », plus chère que dans les autres ministères, expliquait le militant. Exemple : de 120 à 140 euros par mois pour un salaire brut autour de 2200 euros. FO souhaite donc la reprise d'un groupe de travail prévoyance pour une deuxième option. « *Notre revendication est d'étudier une 2^e voire une 3^e option afin que la prévoyance soit accessible à tous les agents, donc pas trop chère* » indiquera Grégory Joron devant le congrès et devant le ministre de l'Intérieur, Bruno

Dans tous les secteurs d'Un1té.MI FO, des revendications

Ce Congrès de naissance d'Un1té.MI FO a aussi été l'occasion pour les représentants des différents syndicats qui composent la fédération d'évoquer les problèmes spécifiques de leurs secteurs et leurs revendications. Nombreuses.

Soulignant qu'« *il faut absolument que l'on travaille tous ensemble, que les équilibres soient respectés et que l'on gagne en 2026* », la secrétaire générale du syndicat FO des Préfectures et des Services du ministère de l'Intérieur, Christine Marot, évoquait ainsi quelques revendications propres au secteur. Parmi celles-ci, la demande d'une indemnité sur le mode de l'ISSPATS (indemnité de sujétion spécifique – créée à l'issue du Beauvau de la Sécurité, dont la mise en place doit s'étirer jusqu'en 2027 – et qui vise à compenser les contraintes et les risques professionnels pour les personnels administratifs, techniques et scientifiques du ministère). Au sein de l'administration centrale du ministère, et des services qui lui sont rattachés (tels l'OFPRA et l'OFII), – indiquait Assan Méziane (FO Centrale), « *on demande aussi l'ISSPATS, comme FO Préfectures avec qui on travaille beaucoup* ».

Les personnels des préfectures ont décroché l'organisation de « Rencontres de l'ATE (administration territoriale de l'État) » soulignait Christine Marot. « *On espère obtenir certaines choses dont une prime spécifique pour l'ensemble des agents* ». Le syndicat demande par ailleurs « *la création d'un CSA SGAMI au niveau national* », soit un CSA national pour les personnels des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur.

La militante appelait aussi à porter une plus grande attention aux agents contractuels « *de plus en plus nombreux dans notre périmètre. Comme ailleurs, aussi. Il faut aller vers eux, que l'on puisse les représenter davantage encore* ». Quant à l'audience de la fédération, « *En CSA ministériel, même si FO n'est pas majoritaire, on a du poids, on représente une force syndicale importante qui est connue et reconnue au sein du ministère. Il faut continuer notre travail et pour les prochaines élections, récupérer notre 1^{re} place* ».

Recrutement, statut, carrières, salaires, conditions de travail...

Laurent Cauquil (SNPC FO, les personnels civils de la Gendarmerie) déplorait lui la mauvaise gestion des personnels au sein du ministère. « *La gestion RH est catastrophique donc on attend des progrès significatifs ! Car tous les jours nous avons des collègues plongés, excusez-moi l'expression, dans les emmerdements. Des aides pas payées, des contractuels qui n'ont pas leur attestation employeur qui leur permet de pouvoir percevoir des allocations... Autre exemple : lorsque nous prenons un échelon, il faut attendre entre six mois à un an, voire plus pour que celui-ci soit effectivement en place et donc être payé en conséquence. C'est pareil pour la montée en grade. Ce n'est pas normal* ». FO, soulignait le militant, « *porte les demandes en tant que syndicat ouvrier, alors revendiquons d'être payés en temps et en heure !* ». Concernant les contractuels « *Bien sûr on préférerait que ces collègues, dont beaucoup de catégorie C, soient des personnels sous statut mais ce n'est pas le cas. il y a un travail syndical à faire. On peut défendre par exemple les recrutements sans concours, demander que les postes soient pérennisés... Ce sont des pistes. Déjà au plan local, dans la gendarmerie, il y a beaucoup de recrutement sans concours de personnels administratifs et techniques* ».

Dans les services des systèmes d'information et de communication indiquait sur le ton de l'humour Noël Rubio, secrétaire général de FO SIC « *nous sommes partout même si nous ne sommes pas assez nombreux, environ 3 000 agents* ». Et de lancer à ses collègues du ministère : « *Quand vous utilisez votre téléphone, la radio, votre ordinateur, le numérique... Ce sont les systèmes SIC qui sont derrière. Donc si vous travaillez, c'est grâce à nous !* » Les services SIC, dotés d'un corps d'ingénieurs interministériels, interviennent aussi dans d'autres ministères : finances, agriculture, éducation nationale... « *Nous sommes un corps atypique, et depuis 1968 (pour certains, Ndlr) sans le droit de grève* » indiquait le militant rappelant, comme Christine Marot, la revendication d'un CSA SGAMI « *qu'il n'y en ait pas est une aberration ! De notre côté, nous voudrions un CSA Numérique. Tout le monde parle du numérique, d'informatique, mais nous nous sommes souvent mis à l'écart* » au sein du ministère déplorait Noël Rubio, évoquant aussi la question de l'intelligence artificielle (IA). « *On sait très bien que cela supprimera des emplois ! Entendre dire que l'on va aller sur des emplois plus prégnants..., en fait cela consisterait en un cumul de travail, du travail en plus. Et là on va vers de la RTS (des risques techno-sociaux). Il faut donc être très prudent avec l'IA car une fois qu'elle entre (dans un service, Ndlr), on ne maîtrise plus rien. Ça ne se maîtrise pas l'IA !* »

Toujours plus d'emplois contractuels

Quant à la vie de la fédération Un1té.MI FO, « *il va falloir faire des actions* » appuyait Noël Rubio, rappelant dans son secteur le SICDAY, la journée d'action du 7 février 2024 de la filière SIC, ingénieurs et techniciens, avec manifestation à Paris. « *On a obtenu, non pas quelque chose en plus, mais ce que l'on nous devait. On en est là !* ». Fort d'une pétition qui avait recueillie plus de 5 000 signatures, les personnels, à l'appel de FO SIC, avait lancé cette grève (ou journée d'absence pour les agents n'ayant pas le droit de grève) pour faire entendre leurs revendications, multiples. A commencer par celle sur les salaires avec la demande d'une amélioration de la grille, des taux d'avancements, des mesures d'attractivité des carrières... « *Il a fallu se battre aussi pour obtenir quelques avancées concernant la gestion des personnels... mais cela se dégrade tout le temps et cela devient catastrophique. Cela provient du fait que l'on ne recrute plus assez. Il y a de moins en moins de fonctionnaires.* »

Comme dans de nombreux autres secteurs de la fonction publique, le phénomène de la contractualisation des emplois (prônée particulièrement depuis la loi de Transformation de 2019, NDLR) est visible au sein des services SIC, indiquait le militant. « *On nous dit que la fonction publique coûte trop cher, mais elle ne coûte pas trop cher à cause des fonctionnaires mais parce que l'on utilise des contractuels et des prestataires. Quand on paye un technicien SIC environ 2 000 à 2 500 euros, on embauche un contractuel à plus de 3 000 euros. Pour les fonctionnaires, il n'y a pas de perspective d'attractivité de carrière à passer les concours, (il y a donc peu de candidats, Ndlr), et l'État ne paye pas assez ses fonctionnaires. Il préfère embaucher un contractuel qu'il paye jusqu'à 30 à 40% plus cher. C'est une politique d'affichage, coûteuse, mais qui permet de montrer que l'on n'augmente pas les salaires les fonctionnaires. Dans le secteur du Numérique, nous avons aussi des prestataires et l'État paye à ces sociétés 1 000 euros de plus par jour que si l'intervention était réalisée par un fonctionnaire.* »

Jérôme Rabier représentant le syndicat FO des ouvriers d'État du ministère (FO OE MI) revenait lui sur la situation de ces personnels. « *Nous sommes beaucoup et peu de monde à la fois car on a la particularité d'être complètement saucissonnés par*

l'administration ! Il y a des ouvriers d'État dans le périmètre de la police nationale, du secrétariat général, en gendarmerie, chez les CRS (les cuisiniers)... L'administration joue sur les mots et sur chaque corps pour faire un peu ce qu'elle veut. Or, nous avons des revendications. Il y a notamment des choses qui nous sont dues mais qui ne sont pas appliquées au ministère de l'Intérieur (seuls nos collègues de la gendarmerie en bénéficient) : ainsi les coefficients de majoration pour travaux insalubres. C'est un dossier que nous avons remis au ministre, nous attendons une réponse. »

Le recrutement pose aussi un problème. « *Les ouvriers d'État sont en voie d'extinction* » déplorait Jérôme Rabier. « *Lorsque nous avons rencontré le ministre, à son arrivée en poste, il a été surpris de cette position de l'administration et nous a indiqué qu'il allait revoir cela. Alors que nous avons des problèmes de recrutement et de qualité de recrutement dans l'administration, l'avantage de notre statut c'est qu'il permet à de vrais ouvriers de pouvoir évoluer, dans de bonnes conditions et donc de maintenir les agents sur place, dans l'administration. Nous espérons être entendus* »

« Reconnaissance et considération » pour les agents

La visite au congrès du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a été l'occasion pour la fédération de lui transmettre en direct ses revendications. Mais en premier lieu de rappeler le poids important des entités qui composent Un1té. « *Tous les syndicats sont majoritaires dans leur CSA de réseau* » appuyait ainsi Grégory Joron soulignant la diversité des secteurs et rappelant plus largement que tous les personnels du ministère méritent « *reconnaissance et considération* », les agents opérationnels (actifs) et les administratifs. Or, si chaque jour « *des prouesses sont accomplies* » par les agents pour faire tourner ce grand ministère de « *l'urgence* » indiquait le secrétaire général d'Un1té, « *la machine souffre* ».

Et Grégory Joron de lister quelques problèmes : « *problème de paie, retard d'échelon, titularisation avec temps à rallonge... Autant de tracas du quotidien qui mis bout à bout minent le moral des agents* ». Et la situation de s'améliore pas, un policier peut attendre deux ans pour obtenir son arrêté de titularisation détaillait-il.

Si le ministère veut relancer l'attractivité des carrières, il faut donner aux agents « *des perspectives d'évolution claires et des conditions de travail dignes* » martelait-il. La baisse décidée pour 2025 de l'indemnisation des arrêts maladie (de 100% à 90%) applicable dans toute la fonction publique ne va pas dans ce sens. Elle est « *une mesure injuste et pénalisante* ». Quant à l'augmentation générale des salaires/traitements indiciaires, le gel du point une nouvelle fois cette année ne participe pas non plus à un regain d'attractivité des carrières expliquait-il en substance.

Parmi les nombreux dossiers abordés encore devant le ministre (les équipements catastrophiques dans la police, la mise en œuvre toujours attendue des mutations dérogatoires, la question de la protection fonctionnelle...) la revendication concernant l'expérimentation de la semaine en quatre jours a particulièrement été applaudie par les militants. Cette expérimentation, stoppée au 31 mars (suite à un rapport de l'IGPN transmis en février à la direction de la police nationale), était testée depuis mai sur des dizaines de sites et semblait d'ores et déjà satisfaire les agents concernés. Grégory Joron a donc interpellé le ministre sur ce dossier. « *Je ne comprends pas les éléments qui ont présidé à cette décision, je ne comprends pas la période trop courte pour la prise en compte des indicateurs, je ne comprends pas les chiffres globalisés,*

je ne comprends pas que tous les sites n'aient pas été visités » a-t-il appuyé demandant au ministre, « le prolongement (de l'expérimentation, Ndlr) jusqu'à la fin de l'année pour les services qui le souhaitent et de donner à ce projet, enfin, une chance d'être analysé complètement. Le système de la semaine de quatre jours, doit être sur l'étagère, à portée de main, pour les agents qui le souhaitent ».

Salaires, recrutement, conditions de travail... Reste au ministre à répondre à cet ensemble de revendications que la fédération Un1té entend ne pas lâcher et faire aboutir au plus vite.

VALÉRIE FORGERONT

Journaliste à *L'inFO militante*

L'INFO MILITANTE

Le bimensuel de la Confédération

[#Conditions de travail](#) [#Cour des comptes](#) [#CRS](#) [#Dialogue social](#) [#Élections professionnelles](#)

[#Fonction publique](#) [#Fonctionnaires](#) [#IA](#) [#Police](#) [#PSC](#)

Partager cet article :      